



Handicap : pourquoi tant d'enfants restent sans assistants scolaires

Malgré l'augmentation des moyens pour aider à la scolarisation des élèves porteurs de handicaps, de nombreuses familles attendent en vain un accompagnant en classe pour leur enfant. Les nuits sont longues pour Soren, qui passe tant d'heures à redouter le matin, ce moment d'aller à l'école. Pour lui, c'est comme sauter dans le vide, et de plus en plus souvent il renonce. Albane Longatte, sa maman, commence à réfléchir à une scolarisation à domicile. Elle a déjà mis entre parenthèses son activité de sophrologue. Pourtant, « avant », ce garçon de 10 ans, aux lunettes rondes cerclées de noir, adorait la classe. Malgré l'autisme et plusieurs autres troubles, il est parvenu jusqu'au CM2 sans retard, et avec un chouette groupe de copains. Inclus. Il ne l'est plus.

Depuis la rentrée, dans sa nouvelle école d'Equedreville (Manche), où il vient d'emménager avec ses parents, Soren n'a plus d'AESH, nom technique donné aux assistants scolaires chargés d'épauler les élèves porteurs de handicaps. Les appels au téléphone, les rendez-vous avec l'Education nationale, les courriers n'ont rien donné.

Alors fin novembre, Albane et Soren ont manifesté avec d'autres familles devant leur école de la banlieue de Cherbourg. « L'inclusion est un droit, pas une faveur », proclamait la pancarte au cou du garçon. De son côté, la FSU, principale fédération syndicale enseignante, vient aussi de tirer le signal d'alarme, dénonçant début décembre, « la dégradation des conditions de travail » des AESH.

L'Education nationale ne fournit pas de chiffres sur le nombre de familles pour qui l'inclusion des élèves handicapés relève du slogan, pas de la réalité. Mais de ville et ville, les « cas isolés » se multiplient. Nadia Lhassen, à Meudon (Hauts-de-Seine), vient de voir l'accompagnement de Chiara, en CE2, passer de 12 heures à 6 heures par semaine.

Fin novembre, Albane et son fils Soren manifestaient devant leur école de la banlieue de Cherbourg. LP/DR

Une réduction difficile à accepter, pour cette mère qui suit à côté de son travail une formation pour adapter la vie de famille aux troubles du comportement de sa fille. « Je cravache pour lui offrir un avenir confortable, et sa scolarité est torpillée ! s'indigne-t-elle. Ma fille est en errance trois jours sur quatre en classe. Sans aide, elle est à la traîne, elle a besoin de quelqu'un pour lui expliquer les consignes. »

Une hausse relative des accompagnements

A Moussy, dans la Marne, deux mères en appellent à l'Elysée pour faire remplacer l'AESH de leurs enfants, déclarée vulnérable face au Covid-19, rapporte le journal l'Union. Dans les Côtes-d'Armor, le 6 novembre, le Télégramme alertait sur la détresse de trois familles. Dans la Manche, où vit Albane, « on estime qu'il y a entre 80 et 150 enfants non accompagnés », affirme Caroline Aliane, parent d'élève déléguée, et membre de la FCPE. Elle réfléchit, avec d'autres parents concernés, à un recours collectif devant le tribunal administratif.

Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

S'inscrire à la newsletter

Toutes les newsletters

La procédure aurait toutes les chances d'aboutir : « Les familles gagnent en justice, si la notification d'aide qui leur est faite par la MDPH n'est pas respectée », explique Bénédicte Kail, en charge des questions scolaires à l'Association des paralysés de France (APF). Mais à en croire plusieurs associations de familles spécialisées, la question est plus complexe qu'une simple pénurie, face à un besoin criant.

LIRE AUSSI > Faute de structures en France, «l'exode forcé» des enfants autistes en Belgique

Sur les 385 000 enfants en situation de handicap scolarisés, 220 000 (soit 57%) sont aujourd'hui accompagnés par une AESH, selon les données de l'Education nationale. Un chiffre en nette augmentation (+18% en un an), mais qui sur le terrain, est parfois vécu... comme un mensonge. Pourquoi? Parce que le système est en pleine réorganisation. Les assistantes, au lieu d'être attachées à un enfant pour l'année, dépendent désormais de pôles (appelés PIAL, dans le jargon) censés mutualiser l'aide et la répartir au plus juste dans un bassin de vie.

« Au niveau global, il y a une progression constante de l'accompagnement, et il est pérenne : on essaie d'aider le plus d'enfants possible », explique-t-on au ministère de l'Education. Mais dans les zones où les bras ou les budgets manquent, cette « mutualisation » finit par ressembler à un saupoudrage qui ne satisfait personne. Malgré la création de 8000 postes d'AESH à la rentrée (pour la plupart des temps partiels), « le nombre d'heures dévolues à chaque enfant ne fait que baisser », constate Hélène Elouard, AESH dans un lycée à Paris, syndiquée à la CGT Educ'action.

«Une forme de dérive»

« Avec la question des AESH, on est dans une forme de dérive : la demande de recours à ces aides est exponentielle, c'est la bouée que demandent les familles, et les enseignants, parce qu'ils ne peuvent rien obtenir d'autre », avoue aussi Bénédicte Kail, conseillère en charge des questions d'éducation à l'Association des paralysés de France (APF). Nicolas Eglin, qui dirige la Fédération des associations de familles d'enfants handicapés (Fnaseph) abonde : « L'AESH est devenue un préalable à la scolarisation des enfants en situation de handicap. D'autres solutions pourraient pourtant être envisagées. »

Par exemple ? « Demander aux enseignants de donner le cours sur clé USB aux élèves qui ne peuvent pas écrire, détaille Nicolas Eglin. On n'a pas forcément besoin d'une aide humaine simplement pour prendre des notes. » Un argument « difficilement audible », concède-t-il, pour des familles qui traînent comme un douloureux boulet le parcours scolaire et médical de leur enfant.

« Longtemps, on m'a prise pour une dingue. On pensait que les problèmes de comportement de ma fille étaient éducatifs ou que je n'encaissais pas le fait qu'elle soit née prématurée », raconte Nadia. Alors la notification de la MDPH, qui atteste que Chiara a des besoins particuliers, la mère s'y accroche. Albane aussi, et d'autant plus que « le confinement, et maintenant cette absence d'AESH ont fait perdre beaucoup en autonomie à Soren », confie-t-elle. « Il est à nouveau complètement perdu à l'école, et très anxieux. » A la place de son accompagnement de 18 heures par semaine dont il bénéficiait avant de changer d'école, sa famille demande désormais une aide à temps complet.